

<https://www.pressegauche.org/Les-gouvernements-neoliberaux-doivent-etre-demasques>



Point de mire du 28 janvier 2020

# En matière de lutte aux changements climatiques, les gouvernements néolibéraux doivent être démasqués !



- Politique québécoise - Points de mire -  
Date de mise en ligne : mercredi 29 janvier 2020

---

Copyright © Presse-toi à gauche ! - Tous droits réservés

---

*Dans ces points de mire, Presse-toi à gauche présente synthétiquement des éléments d'analyses d'articles publiés dans l'édition de la semaine et explicite ses partis-pris sur les points d'actualité et les débats en cours. Points de mire, pour bien marquer où nous voulons en venir !*

Dans l'édition de cette semaine de Presse-toi à gauche, [André Frappier analyse les contorsions de la CAQ dans le dossier de la réforme du mode de scrutin](#), - [Yvan Perrier observe les négociations à la Sepaq](#) et en tire les conséquences pour les négos dans le secteur public et parapublic qui approchent à grands pas et [Bernard Rioux montre comment la CAQ dans le débat sur le projet de loi 44](#) - Loi visant la gouvernance efficace de la lutte contre les changements climatiques et à favoriser l'électrification - démontre une absence de volonté de s'attaquer véritablement aux changements climatiques.

André Frappier explique en quoi la réforme du mode de scrutin est tout à fait légitime. 96 des 125 actuels députés ont été élus avec l'engagement de procéder à une telle réforme, mais la CAQ accouche d'une version alambiquée de la réforme attendue. Il résume les propositions du Mouvement démocratie nouvelle pour faire en sorte que la réforme aille bien dans le sens d'une meilleure représentation citoyenne, quitte à augmenter la députation à l'Assemblée nationale de 4 élus.

Yvan Perrier voit dans les actuelles négociations à la Sepaq (Société des établissements de plein air du Québec) un préambule à ce que ressembleront les négociations dans le secteur public et parapublic : un cadre financier rigide malgré des employés sous-payés, les patrons cramponnés à leur position et un État prêt à imposer sa vision des choses.

Bernard Rioux montre que le projet de loi 44 se résume à une mise au point de la gouvernance caquiste dans le dossier de la crise climatique. Elle vise essentiellement à mettre en place une gestion saine des fonds que le gouvernement veut allouer à cette problématique. Elle favorise également la mise en place d'un mécanisme de surveillance et de reddition de comptes. L'article analyse ensuite les points de vue des organisations patronales qui souscrivent à l'approche gouvernementale et plaident pour le financement public de leurs investissements privés s'inscrivant par là dans une logique du pollueur-payé. Les organisations environnementales ne trouvent pas que ce projet de loi mette en place les conditions véritables de la lutte aux changements climatiques. Finalement, il conclut sur la nécessité de rompre toute illusion face à un gouvernement néolibéral et souligne la nécessité de créer les conditions politiques du développement d'une alternative politique véritable à l'inaction du gouvernement de la CAQ comme de tous les gouvernements néolibéraux.

Par ailleurs, nous vous suggérons de lire [les intéressants textes de Nicole F. Bernier de l'IRIS et portant sur les super-riches au Québec et l'écart de richesse qui se creuse](#) toujours malgré ce qu'en disent les chantres du capitalisme néolibéral, [celui de Donald Cuccioletta sur les effets de la défaite travailliste en Grande-Bretagne](#) et les leçons que la gauche américaine devrait en tirer, [la lettre ouverte de l'R des centres de femmes du Québec adressée au ministre Simon Jolin-Barette](#) au sujet de la lutte contre la violence faite aux femmes et [celui de Pierre Beaudet sur les rapports entre la lutte de libération nationale des Québécois.e.s et l'incontournable reconnaissance du droit à l'autodétermination des peuples autochtones](#) dans la grande opération visant à "secouer" le terrain politique. Enfin, les outils de mobilisation du 8 mars sont maintenant publics.

## Sur la scène internationale

Pour attirer votre attention sur la situation internationale, nous avons choisi de regarder la réalité économique

mondiale suivant trois angles différents : la Chine en Afrique, l'industrie touristique et l'industrie de guerre de l'armée américaine. Nous complétons le tout avec deux articles plus historiques sur le salaire minimum et sur le changement de la conjoncture internationale.

## [La politique de prêts chinoise en Afrique subsaharienne](#)

Le premier angle que nous voulons aborder porte sur la Chine en Afrique. La Chine est en pleine expansion économique et territoriale et bâti son influence autour de son projet de Route de la soie jalonnant une partie de l'Asie vers l'Europe en passant par l'Afrique de projets ambitieux d'infrastructures ( plus de 1674).

Résultat la Chine devient le premier partenaire économique de l'Afrique et accapare 20% de la dette de l'Afrique. *« ces derniers ont emprunté 143 milliards de dollars à la Chine depuis 2000, selon les chiffres du CARI (China Africa Research Initiative »)*

L'auteur de l'article précise bien que cette aide place de facto la Chine en position de dominance. Dominance économique mais aussi politique car la Chine ferme les yeux sur les partenaires ne respectant pas les droits humains, de fait sur les dictatures africaines ; elle-même fermant les yeux sur ses propres politiques de droits. Elle fait aussi fies des critères environnementaux dans le développement de ses partenariats.

Et l'auteur conclut clairement sur les objectifs de la Chine actuelle *« Ses « Nouvelles routes de la soie » et ses politiques de prêts s'inscrivent dans sa stratégie visant le rôle de première puissance mondiale (car non limitée au continent africain), que cela soit au niveau économique, politique ou militaire au détriment du rôle historique joué par les États-Unis, les puissances européennes ou le Japon. »*

## [Interview : Échange touristique à sens unique](#)

Le deuxième angle de la conjoncture économique qui nous apparaissait intéressant d'analyser, c'est le tourisme. Cette industrie est en plein développement avec des conséquences écologiques importantes. L'article place bien l'industrie touristique dans les relations Nord-Sud. *« Le tourisme international représente de fait la première source de devises pour un tiers des 50 pays les plus pauvres et environ 10% du PIB de tous les pays en développement. »*  
*« L'extrême concentration des retombées pécuniaires au sein d'un vaste complexe de groupes multinationaux privés n'en est qu'un aspect. »*

L'auteur insiste aussi sur l'injustice de la situation *« Or, à l'échelle planétaire, un individu sur quinze seulement (environ 7% de l'humanité) est en position économique, politique, culturelle de visiter les quatorze restants, assignés à résidence. »*

Il analyse aussi les conséquences écologiques et l'impossibilité de rendre possible le tourisme à tout le monde et de démocratiser l'industrie même s'il croit à la possibilité d'un tourisme équitable. Ce qui l'amène à conclure *« Objectif : démocratiser le droit à la mobilité et rendre son exercice viable ! On peut rêver. »*

## [La guerre : une cause et conséquence de la crise climatique et personne n'en parle !](#)

Le dernier angle économique et écologique que nous voulons aborder c'est celui de l'armée américaine. Cette armée est le *« 47e plus gros émetteur de gaz à effets de serre au monde, polluant davantage que 140 pays. »* On parle peu de la pollution de l'industrie de guerre dans les différents COPS. L'ONU avait pourtant fait des rappels de *« la nécessité de protéger la biodiversité des effets directs et indirects des guerres et des conflits armés »*. Mais la bombe

atomique à Hiroshima, le gaz orange de Mosanto au Vietnam, et tous les autres utilisations guerrières contre l'environnement et le genre humain nous fait frissonner.

## [Le monde d'après - Le tournant des années 1970-1980](#)

Ce texte aborde la situation mondiale à partir des années '70 : la vision d'un optimisme mobilisateur et les changements des années '80. Dans les années 70, il était important de définir un cadre mondial pour « *fournir un fil rouge de compréhension du monde et de sa complexité, autre que l'affirmation principielle et intemporelle (dont se contentaient les courants dogmatiques) de l'unité du prolétariat mondial, seul capable de changer véritablement le monde.* »

Cette analyse divisait le monde en trois secteurs : les pays dominés, les États bureaucratiques et les pays capitalistes avancés et posait pour chacun de ses secteurs la nécessité de mobilisations pour : une révolution nationale-démocratique, une révolution politique et une révolution socialiste pour les pays du Nord.

L'auteur précise cependant que « *Au milieu des années soixante-dix, avec le coup d'arrêt de 1975 à la révolution portugaise, avec la transition monarchique en Espagne, avec la déchirure entre le Vietnam et le Cambodge, avec le tournant vers l'austérité des gauches européennes, avec la normalisation en Tchécoslovaquie puis le coup d'État en Pologne, les vents avaient commencé à tourner, et les « trois secteurs », loin de converger harmonieusement, avaient commencé à diverger* »

Ce tournant va se préciser quand les mobilisations de masse sur le chômage et les injustices vont remettre carrément le capitaliste en question, que les édiles vont se cramponner à leurs acquis sans rien vouloir céder et quand la classe ouvrière va se généraliser partout dans le monde et va devenir majoritaire. Et l'auteur de conclure sur ce changement de conjoncture « *Sinon, nous n'échapperons pas aux catastrophes d'un système, qui, laissé à lui-même, choisit toujours les solutions les pires.* « *Socialisme ou barbarie !* ».

## [Aux origines du salaire minimum](#)

Cet excellent article de Michel Husson situe le salaire minimum dans l'histoire même de l'apparition de ce concept et les débats qui font rage encore de nos jours et se polarisent entre « *la tension entre les doctes exposants des lois incontournables de l'économie et les partisans de la justice sociale a toujours existé, et qu'elle subsiste aujourd'hui* »

À travers le cheminement historique de ce concept, il résume ainsi les arguments : « *Le raisonnement est donc sans appel et fonctionne en trois temps : 1. les bas salaires sont choquants ; 2. mais une augmentation du salaire minimum détruirait des emplois ; 3. mieux vaudrait donc des transferts sociaux ; 4. malheureusement, ils ne seraient pas suffisants pour vraiment améliorer la situation des plus démunis et réduiraient le revenu national. Voilà un bel exemple d'effet pervers, un artifice classique de la rhétorique réactionnaire .* »

L'auteur aborde aussi la position historique des syndicats sur le salaire minimum : « *Cette réticence à l'égard du salaire minimum a été longtemps la position des syndicats anglais qui craignaient que le champ de la négociation collective soit réduit ou que, fixé trop bas, le minimum puisse servir de référence aux autres niveaux de salaires.* »

Finalement l'auteur termine son article de façon claire et précise « *La raison d'être de ce bref voyage dans le temps est de montrer que tous les arguments mobilisés sur la question du salaire minimum étaient déjà présents dès les premières heures du capitalisme constitué. Du côté des dominants, la défense des intérêts de classe (n'en déplaise à Marshall) s'est toujours drapée dans les nobles vêtements d'une « science » de plus en plus formalisée, mais dont*

*le message est à peu près immuable : en voulant améliorer leur sort, les « gens ordinaires » (les gens « qui ne sont rien », dirait Macron) risquent de dégrader la situation économique. Et, faute de réussir à bouleverser les rapports sociaux, les dominés oscillent entre législation nationale et compromis locaux. »*

*Bonne lecture*